

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES - CCP N°PA-25031

**MARCHE PASSE EN PROCEDURE ADAPTEE EN APPLICATION DES ARTICLES
L.2123-1, R.2123-4 A R.2123-7 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

FOURNITURES COURANTES

OBJET

**FOURNITURE DE DIOXYDE DE CARBONE (LIQUIDE REFRIGERE)
POUR CHARIOTS REPAS DU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-NAZAIRE
LOCATION DES INSTALLATIONS DE STOCKAGE ET DE DISTRIBUTION**



Pouvoir adjudicateur :

Le Centre Hospitalier Universitaire de Nantes ci-après nommé « CHU de Nantes »
(Établissement support du GHT44)
Immeuble Deurbroucq - 5, allée de l'île Gloriette
44093 – NANTES CEDEX
SIRET : 26440013600471

Sommaire

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 2 : MODE DE DEVOLUTION (ALLOTISSEMENT)	4
ARTICLE 3 : FORME DU MARCHÉ	4
ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 6 : DEFINITION DU BESOIN.....	5
ARTICLE 7 : REUNION DE CADRAGE	5
ARTICLE 8 : PROLONGATION UNILATERALE DU MARCHÉ EN CAS DE CHANGEMENT DE TITULAIRE	5
ARTICLE 9 : RETRAIT ET DEMONTAGE DES INSTALLATIONS AU TERME DU MARCHÉ	6
ARTICLE 10 : CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHÉ	6
10.1 Commandes.....	6
10.2 Livraison.....	6
10.3 Réception des installations	7
10.4 Comptabilisation des quantités	8
10.5 Maintenance.....	8
10.6 Surveillance et approvisionnement des installations de stockage	8
ARTICLE 11 : ENGAGEMENT DU TITULAIRE	9
ARTICLE 12 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	9
ARTICLE 13 : PRIX	10
13.1 Forme des prix	10
13.2 Contenu des prix.....	10
13.3 Modalités de révision des prix.....	10
ARTICLE 14 : MODALITES DE REGLEMENT	11
14.1 Paiement.....	11
14.2 Présentation des demandes de paiement	11
14.3 Transmission des demandes de paiement	11
ARTICLE 15 : AVANCE	12
ARTICLE 16 : PENALITES.....	12
16.1 Retard dans la livraison de gaz CO ²	12
16.2 Maintenance préventive systématique	12
16.3 Maintenance corrective ou assistance téléphonique ou télémaintenance	12
16.4 Documents requis.....	12
16.5 Réunions	12
ARTICLE 17 : EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES.....	12
ARTICLE 18 : RESILIATION	13
18.1 Conditions de résiliation	13
18.2 Indemnités de résiliation	13
ARTICLE 19 : CLAUSE DE REEXAMEN.....	13
ARTICLE 20 : RESPONSABILITES ET ASSURANCE.....	13
ARTICLE 21 : DIFFERENDS ET LITIGES	13
ARTICLE 22 : DEROGATIONS AU CCAG-FCS	13

Annexes :

- Photos
- Plans

Préambule

Le **GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE**, dénommé ci-après GHT 44 a été créé le 1er juillet 2016 dans le cadre de loi de modernisation du système de santé, en vue de coordonner les établissements publics de santé du territoire autour d'une stratégie de prise en charge commune et graduée du patient, formalisée dans un projet médical partagé.

Le GHT 44 est composé des 13 établissements suivants : le CHU Nantes, désigné établissement support du GHT, le CH Saint-Nazaire, le CH Châteaubriant-Nozay-Pouancé (Châteaubriant), l'HI de la Presqu'île de Guérande), l'HI Sèvre et Loire (Vertou), l'HI du Pays de Retz (Pornic), EPSYLAN Blain, le CH Erdre et Loire (Ancenis), le CH Georges Daumézon (Bouguenais), le CH Savenay, l'Hôpital Bel Air (Corcoué-sur-Logne), le CH Pierre Delaroche (Clisson) et le CH Maubreuil (Saint Herblain).

Le CHU de Nantes, en tant qu'établissement support assure pour le compte des établissements parties du GHT, la responsabilité de la fonction achat. Il est ainsi chargé de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat et du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des Marchés et de leurs avenants.

En outre, par convention constitutive de groupement de commandes, il a été décidé d'associer à la démarche de mutualisation des achats du GHT44 conduite par le CHU de Nantes, les structures de coopération suivantes dont les établissements du GHT44 sont membres : le GCS PUI Cité Sanitaire (Saint Nazaire), le GCS de Moyens Cité Sanitaire (Saint Nazaire), le GCS Pôle de réadaptation Maubreuil et la Tourmaline et le GCS du Pays de Retz (Pornic).

Répartition des compétences au sein du GHT :

En phase de passation du Marché, le CHU de Nantes constitue l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il assure la procédure de passation, la signature et la notification du Marché pour l'ensemble des établissements du GHT44 et pour les structures associées.

En phase d'exécution du Marché :

- Le CHU de Nantes assure la gestion contractuelle du Marché (prise en charge des modifications du Marché, décision d'affermissement de tranche optionnelle, décision de non reconduction, résiliation du Marché), en concertation avec les autres membres le cas échéant ;
- Les établissements membres du GHT44 et les structures associées assurent, chacun pour la part du Marché qui les concerne, l'exécution notamment financière du Marché (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, applications des pénalités, règlement des factures, agrément des sous-traitants présentés en cours d'exécution).



ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet :

- la fourniture et la livraison de CO₂ (liquide réfrigéré),
- la location et la maintenance des installations de stockage et de distribution du gaz,

pour l'alimentation en neige carbonique de chariots repas de la société ISECO installés au Centre Hospitalier de SAINT-NAZAIRE.

Cet établissement est dénommé ci-après « établissement bénéficiaire ».

ARTICLE 2 : MODE DE DEVOLUTION (ALLOTISSEMENT)

Les fournitures et prestations associées, objet du présent CCP, font l'objet d'un lot unique

ARTICLE 3 : FORME DU MARCHE

Le présent Marché est un accord-cadre composite mono-attributaire (pour partie forfaitaire et pour partie à bons de commande) conclu avec seulement un maximum fixé à 210 000 € HT sur la durée totale du Marché (reconductions comprises et toutes composantes confondues).

La partie à bons de commande correspond à la fourniture de dioxyde de carbone liquide et aux frais annexes associés dont le transport. Les commandes sont émises selon le process défini à l'article 10 du présent CCP.

Les autres prix figurant au bordereau des prix font l'objet de forfaits et concernent notamment la location et la maintenance des installations, la télésurveillance et les prestations liées à l'installation/désinstallation des matériels.

ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le Marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissant :

- ⇒ L'acte d'engagement et son annexe financière (le bordereau des prix) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, :
- ⇒ le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP n°PA-25031) ;
- ⇒ Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- ⇒ Le mémoire technique incluant les fiches techniques

Le C.C.A.G.-F.C.S. ne sera pas fourni par l'administration, il est réputé connu par le Titulaire.

Toute clause, portée dans le(s) catalogue(s), tarif(s) du Titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

L'original de chacun de ces documents, conservés dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire de Nantes, fait seule foi.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du C.C.A.G.-F.C.S., la notification du marché ne comporte pas systématiquement les autres pièces constitutives de ce dernier.

ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu pour la période allant du 1^{er} juillet 2025 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure, jusqu'au 30 juin 2027 (ci-après dénommée « période initiale du Marché »).

A l'issue de la période initiale du Marché, il pourra être reconduit tacitement une seule fois, pour une nouvelle période d'un an, soit jusqu'au 30 juin 2028.

Le Titulaire ne pourra pas refuser la reconduction, conformément aux dispositions de l'article R2112-4 du code de la commande publique. En cas de décision de ne pas reconduire le Marché, le CHU de Nantes notifiera sa décision au plus tard 6 mois avant l'échéance du Marché.

ARTICLE 6 : DEFINITION DU BESOIN

Le marché porte à la fois sur la fourniture du gaz liquide et la location des installations de stockage et de distribution.

Le gaz liquéfié est actuellement stocké dans un réservoir vertical de 16 tonnes propriété de la société Air Liquide Industrie sur le site de l'établissement bénéficiaire (voir implantation en annexe 1 du CCP). Sur la base de l'historique de consommation annuelle, le besoin prévisionnel en gaz liquide est estimé à 250 tonnes.

Volumes consommés (en tonnes)		
Mois	2023	2024
Janvier	17,721	20,849
Février	19,03	19,375
Mars	24,359	18,409
Avril	19,65	19,294
Mai	13,428	15,089
Juin	28,31	24,616
Juillet	10,927	27,582
Août	20,923	20,677
Septembre	24,338	18,754
Octobre	22,737	21,532
Novembre	18,792	20,424
Décembre	17,881	19,257
TOTAL	238,096	245,858
Moyenne	19,841	20,488

ARTICLE 7 : REUNION DE CADRAGE

Au démarrage du marché, le titulaire sera convoqué à une réunion de cadrage. Lors de cette réunion seront précisées les modalités pratiques d'exécution des prestations. Seront notamment définies les contenus des reportings attendus.

Les précisions seront actées dans un compte rendu qui deviendra contractuel pour le titulaire du marché.

ARTICLE 8 : PROLONGATION UNILATERALE DU MARCHÉ EN CAS DE CHANGEMENT DE TITULAIRE

A l'expiration du présent marché et en cas de changement de prestataire pour le contrat suivant, le Pouvoir Adjudicateur, en application de l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique pourra décider de la prolongation unilatérale du marché initial afin de permettre la mise en place progressive des prestations par le nouveau prestataire durant la phase transitoire. Cette prolongation ne pourra excéder 4 mois, à compter du terme du marché initial.

Une réunion de cadrage tripartite sera organisée entre le bénéficiaire, le nouveau et l'ancien prestataire afin de préciser les modalités techniques de déroulement de la phase transitoire. Le titulaire en place et le nouveau titulaire s'engage à y assister.

Les délais effectifs de prolongation unilatérale du marché public seront notifiés à travers un calendrier de basculement par le Pouvoir Adjudicateur à l'issue des différentes réunions tripartites et deviendront alors contractuels. Ses délais seront en adéquation avec l'engagement du titulaire sur le délai de démarrage.

Pendant cette phase transitoire, le titulaire en place s'engage à poursuivre l'approvisionnement et/ou prestation et à maintenir les derniers prix révisés du contrat initial. Aussi, les prestations seront facturées à l'identique et toutes factures contenant des prix non prévus au contrat initial seront rejetées. Le titulaire en place s'engage à retirer ses matériels dans le cadre du calendrier de basculement issue de la réunion tripartite associée. Les pénalités prévues à l'article 16 du présent CCP pourront s'appliquer en cas de manquement avéré par le titulaire sortant.

Au-delà de cette phase transitoire, il pourra être demandé au titulaire en place de prolonger sa prestation et/ou fourniture, aux frais et risques du nouveau titulaire défaillant.

ARTICLE 9 : RETRAIT ET DEMONTAGE DES INSTALLATIONS AU TERME DU MARCHÉ

Le retrait et démontage des installations au terme du marché sont à la charge du titulaire que le retrait ou démontage intervienne au terme initial du marché, à la suite d'une décision de non reconduction, de résiliation ou au terme de la période de prolongation prévue à l'article 8 du CCP.

Aussi aucun frais lié au retrait/démontage d'une installation ne pourra être facturé à l'Etablissement bénéficiaire.

ARTICLE 10 : CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHÉ

10.1 Commandes

La gestion des approvisionnements de CO₂ est assurée de façon automatique, par le titulaire au travers de la télésurveillance. Le titulaire planifie et réalise l'approvisionnement dans les meilleurs délais.

L'approvisionnement doit être réalisé tel que les « seuils d'alarme niveau bas » des sources en service et en attente ne soient jamais atteints. Le Titulaire relève le niveau du réservoir d'une manière régulière afin de programmer la livraison pour le jour où le niveau est proche de 30%, sans être inférieur à 20%, en fonction de la courbe de consommation de l'établissement bénéficiaire.

La surveillance du niveau du réservoir et la planification de la livraison au fur et à mesure des besoins vaut bon de commande.

10.2 Livraison

Adresse de livraison :

Cité Sanitaire – Entrée Nord
Face quais livraison
Route du Préhembert
44600 SAINT-NAZAIRE

Chaque livraison a lieu aux heures d'ouverture du service de restauration de l'établissement bénéficiaire en présence d'un agent de ce service :

- Entre 6h30 et 14h 00 : s'adresser au magasin de la cuisine
- Entre 14h 00 et 17h00 : s'adresser au secrétariat de la cuisine centrale via la sonnette sur le quai ou par téléphone au 02 51 44 64 08

Le fournisseur doit prévoir le personnel et le matériel indispensable en vue d'assurer la livraison dans des conditions satisfaisantes. Il est responsable des accidents matériels et corporels susceptibles de survenir à l'occasion de la livraison.

Les voies et les moyens d'accès aux lieux de stockage seront déterminés conjointement par l'établissement bénéficiaire et le titulaire du marché. Toute livraison devra être signalée à l'établissement pour validation.

Les livraisons s'effectuent sans gêner l'accès à l'établissement membre par un personnel habilité à ce type de transport.

Le titulaire doit s'assurer qu'il dispose de véhicules adaptés aux contraintes éventuelles d'accès à la dalle de stockage. En cas de doute, il peut demander à l'établissement bénéficiaire de faire un essai préalable de validation de manœuvre de son camion.

Le mode de distribution et de comptage sera effectué conformément aux usages de la profession. Les documents adressés aux établissements devront permettre une gestion facile et rigoureuse du parc des installations et des conditionnements mis à disposition. Ainsi, les factures devront permettre une identification aisée des différents fluides et conditionnements, ainsi que des différents types de contrat pour les prestations associées.

Les méthodes de livraisons pratiquées par le titulaire devront être compatibles avec les modes de fonctionnement de l'établissement bénéficiaire, quelle que soit la solution retenue.

10.3 Réception des installations

A la date de démarrage du présent marché et en cas de changement d'attributaire par rapport au précédent marché, le nouveau titulaire s'engage à mettre en place progressivement ses installations. Cette phase d'installation sur site des sources en service, en attente et en secours louées sur dalle et mises en place dans le cadre du présent accord-cadre ne pourra excéder 2 mois à compter de la date de démarrage du marché sauf accord exceptionnel entre l'ancien titulaire, le nouveau titulaire et le bénéficiaire.

Dans le cas d'un changement de fournisseur, l'ancien et le nouveau titulaire sont tenus de se coordonner pour effectuer les opérations nécessaires aux modifications apportées et assureront une continuité d'approvisionnement-distribution en gaz. Ils prendront les dispositions nécessaires pour limiter le plus possible le temps d'interruption de refroidissement des chariots qui est réalisé 7 jours sur 7 entre 9 h 00 et 11 h 00 et 14 h 00 à 16 h 00 (mise en place d'un système temporaire de secours).

L'installation comprendra tous les organes de contrôle, de coupure et de sécurité nécessaires à son bon fonctionnement. Une sécurité supplémentaire est intégrée au niveau du poste d'injection dans la cuisine.

Toutes les charges liées à la mise en place et à l'enlèvement des installations louées dans le cadre du présent accord-cadre sont à la charge du titulaire, à l'échéance de l'accord-cadre ou en cas de résiliation.

Le titulaire du présent marché est tenu de mettre à disposition les moyens humains nécessaires à la formation du personnel technique à l'utilisation des équipements et périodiquement sur simple demande de l'établissement. Cette formation consistera notamment à rappeler :

- le fonctionnement global de la centrale de distribution de gaz,
- la conduite à tenir en cas d'incident
- la localisation et le fonctionnement des organes de sécurité,
- le rappel des consignes générales de sécurité

10.4 Comptabilisation des quantités

Les quantités de produits vrac livrées seront précisément comptabilisées au moyen de dispositifs appropriés, à la charge du titulaire. Les quantités livrées seront comptabilisées, par livraison, et par installation de stockage.

Les bordereaux de livraison mentionneront au moins :

- La dénomination exacte de la fourniture livrée,
- La raison sociale du transporteur si le transport est confié à un prestataire spécialisé,
- les quantités exactement livrées par réservoir,
- les dates et heures de livraison,
- L'adresse exacte du site de livraison.

Si l'établissement en fait la demande par écrit, il pourra être demandé au fournisseur de faire signer le bon de livraison par un représentant de l'établissement hospitalier.

10.5 Maintenance

Le titulaire du marché assure la maintenance préventive et corrective de ses équipements installés sur le site de l'établissement bénéficiaire. Le coût de la maintenance est compris dans le prix de location des installations.

Cette maintenance inclut le déplacement, les pièces détachées, la main d'œuvre et toutes les opérations de contrôle réglementaire ou de mise en conformité rendues nécessaires. Elle sera exécutée sous la responsabilité de la société, en coordination avec le responsable technique du site qui en sera tenu informé.

Le titulaire consigne les opérations de maintenance préventive et corrective sur un registre déposé sur le site et accessible sur une plateforme de consultation à distance par l'établissement bénéficiaire.

Une fois par an, le titulaire procède au contrôle des alarmes placées sur les équipements, en présence du responsable technique du site. Ce contrôle fait l'objet d'un rapport et sera consigné sur le registre du site.

Le Titulaire produit un plan annuel de maintenance préventive et corrective des installations qui sera contractualisé avec l'établissement bénéficiaire. En cas de non-respect de ce calendrier, le Titulaire s'expose aux pénalités décrites à l'article 16 du présent CCP.

10.6 Surveillance et approvisionnement des installations de stockage

La surveillance des installations de stockage mises à disposition dans le cadre de l'Accord-Cadre et toutes les opérations liées à l'approvisionnement des fluides objets du marché sont à la charge du titulaire.

L'installation d'un système d'alarme et de télésurveillance est exigée et fait partie intégrante de l'offre, afin de garantir de façon automatique la sécurité de l'installation, la continuité de distribution et l'approvisionnement permanent, et cela pour tous les types de centrales.

Nous entendons par télésurveillance tout système adapté permettant au fournisseur de gérer à distance les approvisionnements, la continuité de distribution, et les défauts de fonctionnement des centrales. Des relais, report ou asservissement d'alarmes devront être mis en place au niveau des établissements.

Le fournisseur proposera le système le mieux adapté à l'établissement bénéficiaire, il décrira le fonctionnement de ce système et indiquera les paramètres surveillés. Dans tous les cas le système d'alarme sera doublé. Il permettra à la fois un report chez le fournisseur mais également l'avertissement au poste de sécurité ou standard de l'établissement.

Le câblage, le raccordement, la programmation, la maintenance et de manière générale toutes sujétions liées au raccordement du report d'alarme (un contact sec à sécurité positive disponible) sur la centrale d'alarmes techniques de l'établissement (GTC) seront à la charge du titulaire sur le périmètre de la dalle, dans le local où se trouve le coffret GTC API 08.

Il n'y a pas de ligne téléphonique disponible. Le Titulaire mettra en place un dispositif de télésurveillance via une carte GSM.

Tous les frais liés à l'exploitation et au fonctionnement de ce dispositif sont à la charge du titulaire.

Le titulaire est tenu d'intervenir dans les 3 heures maximum suivant la remontée d'alarme ou d'alerte.

ARTICLE 11 : ENGAGEMENT DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à conserver une stricte confidentialité sur les informations et données relatives à l'activité du Client auxquelles il pourrait avoir accès lors de l'exercice de prestations. A cet effet, le titulaire s'engage à ce que l'ensemble de ses collaborateurs, intervenant chez le Client, soit soumis personnellement à une obligation de confidentialité de même étendue que celle visant le titulaire.

Le titulaire s'engage à ce que ses collaborateurs respectent les consignes et règles de sécurité, hygiène et tenue vestimentaire propres au lieu d'intervention, sous condition que ces consignes et règles aient été données à l'employé par le titulaire préalablement à son intervention.

En application du Code du travail et dans les conditions énoncées aux articles R4512-6 à R4512-12, un plan de prévention écrit sera rédigé.

Le Titulaire devra établir avec le représentant de l'établissement bénéficiaire un plan de prévention et/ou protocole de sécurité avant toute intervention sur site et au plus tard un mois après la date de notification du marché.

Un exemplaire dûment daté et signé devra être remis au représentant du maître d'ouvrage en charge du suivi du marché.

ARTICLE 12 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les opérations de réception, vérification et admission sont placées sous la responsabilité du responsable des cuisines de l'établissement bénéficiaire ou son représentant.

ARTICLE 13 : PRIX

13.1 Forme des prix

Les prix de référence sont les prix unitaires nets HT qui figurent dans l'annexe financière. Ils sont appliqués aux quantités réellement livrées.

Sur la partie location des installations, les prix de référence du marché sont les prix forfaitaires nets HT fixés dans l'annexe financière.

Le prix de règlement du marché s'entend TTC, au taux de TVA en vigueur à la date de notification du marché.

13.2 Contenu des prix

Les prix s'entendent toutes taxes comprises pour marchandises livrées franco de port et d'emballage sans seuil minimum de commande. Ils sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la fourniture, ainsi que les marges pour risques et les marges bénéficiaires et tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage, au transport et à l'assurance jusqu'au lieu de livraison, y compris ceux qui peuvent naître de l'ajournement ou du rejet des prestations, ceux-ci étant à la charge du Titulaire

Les prix du bordereau sont appliqués aux prestations réellement exécutées.

Les prix sont établis conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS. Aux prix ainsi définis s'applique la TVA au taux en vigueur au jour de l'émission de la facture.

13.3 Modalités de révision des prix

Les prix sont fermes de la date de notification du marché jusqu'au 30 juin 2026, puis révisibles tous les ans au 1^{er} juillet (date anniversaire du contrat) sur la base de la formule de révision suivante :

$$P = P_0 \times (0,25 + 0,75 \times (40\% \text{ ICHTrevTS}_1 / \text{ICHTrevTS}_0 + 30\% \text{ MIG EBIQ}_1 / \text{MIG EBIQ}_0 + 30\% \text{ CNL}_1 / \text{CNL}_0))$$

Signification des indices :

	Indice ICHT rev TS	Indice MIG EBIQ	Indice CNL
Description	Indice 001565183 - Indice mensuel du Coût Horaire du Travail révisé - Salaires et charges - Tous Salariés - Industries mécaniques et électriques	Indice 010764358 - Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – MIG EBIQ – Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements	Indice CNL - Indices moyens d'évolution du coût d'exploitation des véhicules industriels – location sans conducteur
Source	https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183#Revision	Séries 010764358 : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – MIG EBIQ – Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements	

Référence Index initial T0	ICTrevTS_0 (indice connu au moment de la remise des offres)	MIG EBIQ_0 (indice connu au moment de la remise des offres)	CNL_0 (indice connu au moment de la remise des offres)
Référence Index initial T0	Valeur décembre 2024	Valeur février 2025	Valeur février 2025
Référence pour le nouvel index applicable au 01/07/Année N	Indice connu au moment de la validation de la revalorisation	Indice connu au moment de la validation de la revalorisation	Indice connu au moment de la validation de la revalorisation

La demande de révision est notifiée par la Partie la plus diligente à l'autre Partie, au plus tard deux (2) mois avant l'échéance annuelle. A défaut d'intervenir dans ce délai, la demande de révision peut être refusée par l'autre Partie.

ARTICLE 14 : MODALITES DE REGLEMENT

14.1 Paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours, conformément aux dispositions de l'article R.2192-11 1° du code de la commande publique.

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G.-FCS

14.2 Présentation des demandes de paiement

Les factures afférentes au paiement seront établies selon les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du créancier,
- le numéro de son compte postal ou bancaire, tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- la référence au Marché, à la composante considérée ou au bon de commande s'il y a lieu,
- la nature de la prestation réalisée et des fournitures livrées (toutes composantes),
- le prix forfaitaire et unitaire net HT des prestations et fournitures réalisées,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total TVA comprise,
- la date de facturation

14.3 Transmission des demandes de paiement

Conformément à l'article L2192-1 du Code de la commande publique, le titulaire a l'obligation de transmettre ses factures sous forme électronique lorsque le contrat est conclu avec des personnes morales de droit public.

La transmission des factures, dans le cadre du présent marché, s'effectue obligatoirement, sur le portail de l'Etat CHORUS PRO. (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

- SIRET : 26440026800456
- Numéro d'engagement : FSE
- Code service Exécutant : DPT

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Pour obtenir des informations sur CHORUS PRO, veuillez suivre le lien <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

ARTICLE 15 : AVANCE

Il est fait application de l'option B prévue à l'article 11.1 du CCAG-FCS.

Dans le respect des dispositions des articles L.2191-2 et R.2191-3 à R.2191-19 du Code de la Commande Publique, une avance au taux de 5 % est accordée au Titulaire, sauf refus de sa part formulé dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 16 : PENALITES

Toutes les pénalités décrites ci-dessous sont applicables sans mise en demeure préalable. Elles sont cumulables.

Les pénalités pourront être payées par déduction opérée sur la première facture présentée par le titulaire au bénéficiaire postérieurement au constat du manquement.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire ne sera exonéré d'aucune pénalité.

16.1 Retard dans la livraison de gaz CO²

Lorsque le franchissement d'un seuil niveau bas d'une source en service sera constaté, par le fait du titulaire, celui-ci encourra une pénalité horaire (par heure de retard), de 100 € HT.

16.2 Maintenance préventive systématique

Lorsque la date d'exécution d'une intervention de maintenance préventive systématique d'une installation ou d'un équipement, sera dépassée de plus de quinze jours calendaires, par rapport au calendrier préalablement établi contractuellement, par le fait du titulaire, celui-ci encourra, par jour de retard, et sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100 € HT.

16.3 Maintenance corrective ou assistance téléphonique ou télémaintenance

Lorsque le délai contractuel d'intervention fixé est dépassé du fait du titulaire celui-ci encourt une pénalité horaire (par heure de retard), de 50 € HT.

16.4 Documents requis

En cas de retard dans la remise de documents requis (dont le plan de prévention et protocole de sécurité), le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité journalière (par jour ouvrable de retard) de 50 € HT.

16.5 Réunions

En cas d'absence à une réunion de cadrage ou tripartite d'un ou plusieurs marchés, en tant que nouveau titulaire démarrage ou ancien titulaire sortie, celui-ci se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 1 000 € HT par absence.

ARTICLE 17 : EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Il est fait application des dispositions de l'article 45 du C.C.A.G.-F.C.S.

ARTICLE 18 : RESILIATION

18.1 Conditions de résiliation

Il est fait application des dispositions des articles 38 à 42 du C.C.A.G.-F.C.S.

18.2 Indemnités de résiliation

La résiliation prononcée pour faute n'ouvre pas droit à indemnité. Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, la résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre pas de droit à indemnité.

ARTICLE 19 : CLAUSE DE REEXAMEN

1) En application des articles R.2194-1 et R.2194-6 1° du code de la commande publique, le Marché pourra être modifié, après accord du CHU de Nantes, lorsque le Titulaire initial cède son Marché à un tiers à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le Marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le nouveau Titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du Marché initial. En cas d'accord du CHU de Nantes, la modification sera formalisée par un avenant ou par une décision de modification unilatérale. En cas de désaccord du CHU de Nantes, le Marché sera résilié aux torts du Titulaire initial.

2) En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le Marché pourra être modifié, à la demande du CHU de Nantes en tant qu'établissement support du GHT, lorsque l'intégration d'une ou plusieurs prestations d'un ou des membre(s) du GHT 44 est devenue nécessaire et à condition que cette modification n'entraîne pas d'autres modifications substantielles.

En cas d'accord du Titulaire du Marché, la modification sera formalisée par un avenant ou par une décision de modification unilatérale du Marché.

ARTICLE 20 : RESPONSABILITES ET ASSURANCE

Le Titulaire devra être assuré en responsabilité civile contre tout dommage pouvant affecter les personnes – agents des établissements parties au contrat, usagers, visiteurs – et les biens à l'occasion de l'exécution des prestations, objet du présent Contrat, qu'il soit causé par ses agents ou représentants. Le Titulaire devra pouvoir justifier de cette assurance.

ARTICLE 21 : DIFFERENDS ET LITIGES

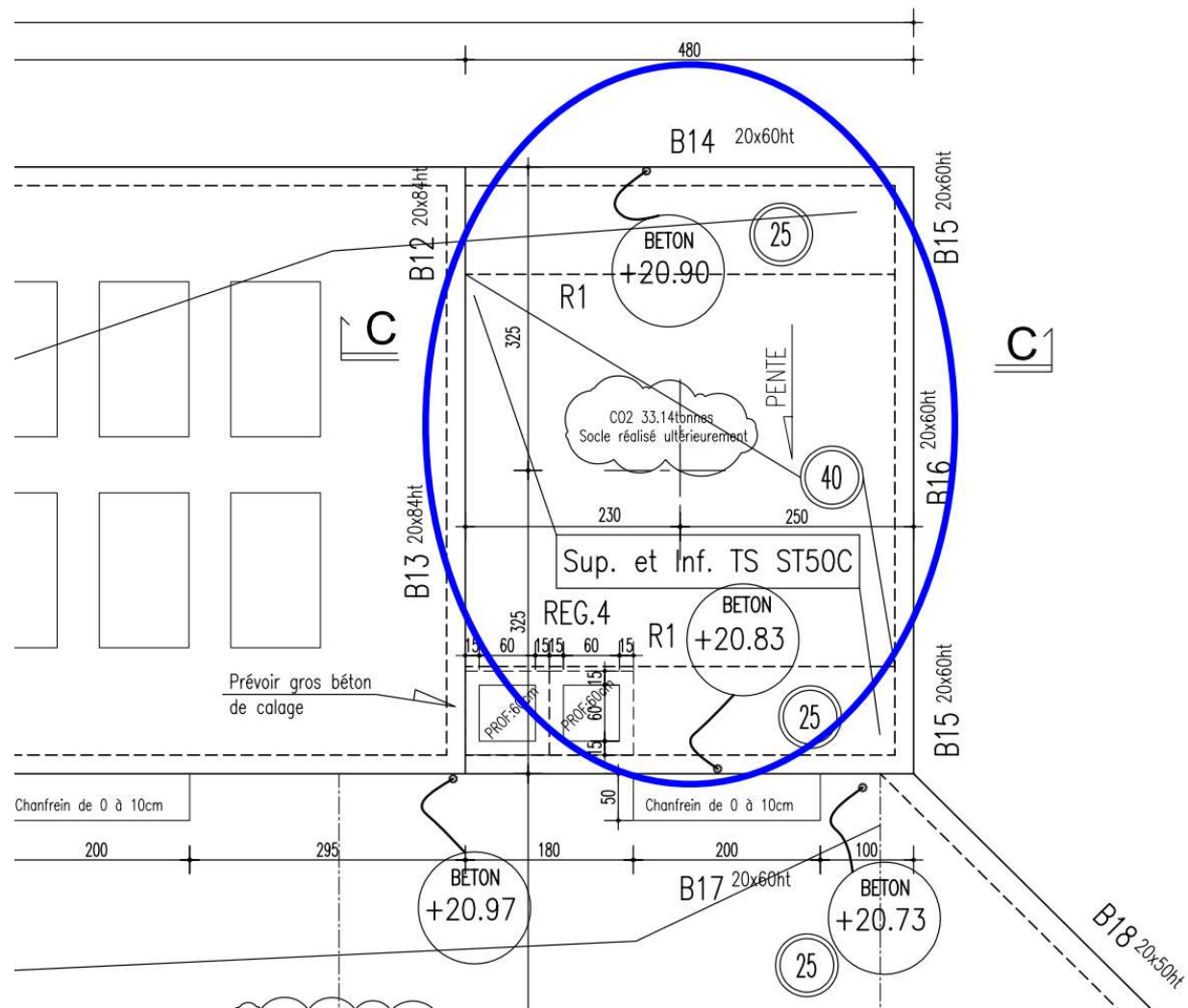
Il sera fait application du chapitre 8 du Cahier des Clauses Administratives Générales en cas de litige survenu entre le Titulaire et le Centre Hospitalier Universitaire de Nantes.

ARTICLE 22 : DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Articles du présent CCP	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
Article 4	Article 4.2.1 (pièces contractuelles)
Article 16	Article 14 (Pénalités)
Article 17	Article 42 (Résiliation pour motif d'intérêt général)
Article 18	Article 45 (Exécution aux frais et risques)

VUE PANORAMIQUE DU SITE ET LOCALISATION DE LA CENTRALE





C2K Manuelle et Automatique

2007-PID-048 Version 2, Juin 2009

